

Leçon 2.10 Étude de cas intégrée



La protection des civils : Une approche à l'échelle de la mission

Objectifs, pertinence et résultats de l'apprentissage

Objectifs

Approfondir la compréhension du contenu du Module 2, en particulier en ce qui concerne l'importance de l'approche de la protection des civils (PdC) à l'échelle de la mission et la responsabilité partagée de cette priorité cruciale, figurant dans le mandat et transversale.

Aider les agents de maintien de la paix à mettre en pratique les connaissances clés sur la PdC lors de leur déploiement.

Pertinence


Aujourd'hui, plus de 95 % des agents de maintien de la paix ont pour mission de protéger les civils. Pour les agents de maintien de la paix de l'ONU, la PdC a gagné en importance car il arrive de plus en plus souvent que les acteurs des conflits violents s'en prennent aux civils en commettant des crimes et des violations atroces. Le Module 2 portait sur :

- Les droits humains
- La PdC
- La violence sexuelle liée aux conflits
- La protection de l'enfance.

La PdC est abordée dans le cadre d'une étude de cas avec des scénarios et des mises en situation dans le contexte d'une mission de maintien de la paix : le Soudan du Sud.

Diapositive 1



2.10 Étude de cas sur la protection des civils 

Objectifs

- Approfondir la compréhension du Module 2, en particulier l'importance de la protection des civils (PdC) dans le cadre d'une approche à l'échelle de la mission

Pertinence

- Aujourd'hui, plus de 95 % des agents de maintien de la paix ont pour mission de protéger les civils. Pour les agents de maintien de la paix de l'ONU, la PdC a gagné en importance car il arrive de plus en plus souvent que les acteurs des conflits violents s'en prennent aux civils en commettant des crimes et des violations atroces.

MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 1


Résultats de l'apprentissage

Les apprenants seront en mesure :

1. De développer et d'approfondir leurs apprentissages clés sur la PdC en tant que priorité transversale essentielle dans les missions de maintien de la paix de l'ONU.
2. D'appliquer leurs connaissances acquises sur la PdC au contexte de la mission dans laquelle ils seront déployés, en mettant l'accent sur les compétences, les performances, les attitudes et l'état d'esprit à mettre en œuvre et adopter afin de prendre en charge le mandat de la PdC dans le cadre d'une approche globale de la mission.

Diapositive 2



2.10 Étude de cas sur la protection des civils 

Résultats de l'apprentissage

1. Développer et approfondir les apprentissages clés sur la PdC en tant que priorité transversale essentielle dans les missions de maintien de la paix de l'ONU.
2. Appliquer les connaissances acquises sur la PdC au contexte de la mission de déploiement en mettant l'accent sur les compétences, les performances, les attitudes et l'état d'esprit à mettre en œuvre ou adopter afin de prendre en charge le mandat de la PdC dans le cadre d'une approche à l'échelle de mission.

MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 2

Aperçu de la leçon



Durée minimale de la leçon : 90 minutes (Activité d'apprentissage 2.10.1 incluse).

La leçon	Pages	Diapositives
Activité d'apprentissage obligatoire 2.10.1 : Étude de cas intégrée sur la protection des civils – Une responsabilité à l'échelle de la mission	4-9	3-7
Enseignements tirés de l'étude de cas	10	8
Que peut faire chaque agent de maintien de la paix ?	11	9
Sensibilisation à la situation	12	10
Collecte et partage d'informations	13-14	11
Coordination et aiguillage	14-15	12
Engagement auprès de la communauté locale dans le cadre de la communication stratégique	15-17	13
Agir : Alerter, prévenir, réagir ou intervenir !	17-18	14
Clôture de la leçon	18	15
Document – Résumé des messages clés	19	–
Documents 1 à 4	20-27	–



Conseils aux formateurs : Présentez l'étude de cas avec des informations issues du tableau Aperçu de la leçon. Aucun fichier d'Aide à l'apprentissage distinct n'est fourni pour cette leçon.

La leçon

Activité d'apprentissage obligatoire 2.10.1

Étude de cas intégrée sur la protection des civils –Une responsabilité à l'échelle de la mission		
Méthode	Vidéos, travail de groupe, débriefing et étude de cas	
Objet	S'entraîner à évaluer les menaces et les vulnérabilités en matière de PdC et à élaborer des plans d'action pour la PdC	
Temps imparti	90 minutes	
	Présentez l'étude de cas la veille comme un travail à réaliser chez soi et demandez aux participants de lire les scénarios et de réfléchir à leurs réponses.	Travail à réaliser chez soi
	Commencez l'exercice et diffusez les trois vidéos	6 min
	Expliquez le travail de groupe et constituez les groupes	4 min
	Travail de groupe	45 min
	Rapports, présentations et discussions	20 min
	Concluez l'étude de cas, réitérez les messages clés et clôturez l'activité	15 min
Ressources	<p>Vidéos de l'ONU : Diapositives 3 à 5</p> <p>Consignes sur l'étude de cas : Diapositives 6 et 7</p> <p>Aides relatives à l'étude de cas</p> <ul style="list-style-type: none"> • Description du travail : élaborer une stratégie de PdC • Contexte • Aide au débriefing. 	
Préparation	<p>Lisez le mandat originel de la MINUSS figurant dans la résolution 1996 (2011) du Conseil de sécurité. Lien : file:///C:/Users/moiet/Downloads/S_RES_1996(2011)-FR.pdf</p>	

	<ol style="list-style-type: none"> 1. Préparez des notes sur les points clés de la responsabilité de la mission de maintien de la paix de l'ONU et de la responsabilité à l'échelle de la mission qui s'appliquent à tout le personnel de maintien de la paix. Incluez des points sur : <ul style="list-style-type: none"> • La vulnérabilité • Le devoir de protection • La crédibilité 2. Imprimez les consignes, l'étude de cas, le plan et les fiches de travail pour le travail en groupe.
Consignes	<ol style="list-style-type: none"> 1. Présentez l'activité et son objet, les groupes, le calendrier et les aides figurant dans les documents à distribuer. 2. Présentez et diffusez les vidéos – Diapositives 3 à 5. 3. Demandez aux participants de lire l'étude de cas au sein de leur groupe. 4. Expliquez la tâche : <ul style="list-style-type: none"> • Dans le cadre de l'étude de cas, les participants jouent le rôle du personnel de la mission chargé de protéger les civils. • Ils travaillent sur les questions de discussion pour élaborer un plan de réponse – veuillez consulter les <i>Étapes pour les participants</i>. • Ils discutent des questions et y répondent au sein de leurs groupes. • Ensuite, ils préparent des présentations pour exposer les réponses de leur groupe. 5. Une fois que tous les groupes ont réalisé leur présentation, résumez-les. Ajoutez des points pour combler les lacunes, y compris des actions non évoquées qui sont couvertes par les documents ci-dessous sur les réponses. 6. Invitez les participants à poser des questions et répondez-y avant de conclure en reprenant les messages clés, en faisant référence aux points correspondants dans les réponses fournies par les groupes.
Variante	<p>Le travail de groupe dure 45 minutes. Les formateurs peuvent préférer organiser deux sessions plus courtes de 22 minutes chacune, séparées par une pause de 10 minutes pour la présentation et la discussion. Cela permettra aux groupes de travailler sur leurs plans d'action étape par étape et d'obtenir un retour d'information à mi-parcours.</p>

Documents d'aide pour la *Leçon 2.10 Étude de cas intégrée sur la protection des civils, une responsabilité à l'échelle de la mission*

- Consignes relatives à l'étude de cas
- Étude de cas
- Plan
- Fiches de travail pour les participants.

N'oubliez pas que l'*Aide au débriefing*, qui contient des *Messages clés* élargis pour clôturer l'étude de cas, se trouve à la suite des documents d'aide.

Documents de débriefing (réponses)

Menaces spécifiques pour les civils

- Menaces pesant sur la vie – Meurtres lors de l'attaque des Murle par les Lou Nuer
- Menaces pesant sur les biens – Vol de vaches lors de l'attaque des Murle contre les Lou Nuer
- Menaces pesant sur l'intégrité physique – Blessures infligées aux hommes et aux femmes ; enlèvement d'enfants (attaque des Murle contre les Lou Nuer) ; viols de femmes
- Menaces pesant sur la liberté – Déplacement de population
- Menaces pesant sur la liberté d'expression et l'accès aux informations factuelles (y compris les menaces contre les journalistes locaux qui couvrent le conflit, les menaces contre les activistes).

Menaces

Pesant sur la vie...	<ul style="list-style-type: none">• Exécutions arbitraires, sommaires ou extrajudiciaires• Meurtres (de l'assassinat individuel à la violence systématique et au génocide)
Pesant sur l'intégrité physique...	<ul style="list-style-type: none">• Torture, traitements cruels, inhumains ou dégradants• Viol et autres formes de violence sexuelle (de l'opportunisme à l'utilisation généralisée et systématique)• Enlèvement• Privation délibérée (de nourriture, d'eau et d'autres biens ou services nécessaires à la survie)

Pesant sur la liberté...	<ul style="list-style-type: none">• Disparition forcée• Arrestation et/ou détention arbitraire/illégale• Restrictions à la liberté de circulation (y compris les déplacements forcés)• Travail forcé ou recrutement
Pesant sur les biens...	<ul style="list-style-type: none">• Vol, extorsion (par exemple, imposition illégale)• Pillage

Éléments du plan d'action

Plan d'action

Étape 1 : Prévention

- Organiser des patrouilles policières/militaires dans les zones instables.
- Procéder au suivi des droits humains dans les zones instables (déploiement de spécialistes des droits humains).
- Mobiliser les chefs de communautés, la société civile, y compris les représentants des femmes et des jeunes et les leaders religieux dans le cadre des efforts de réconciliation et de médiation (déploiement d'agents spécialisés dans les affaires civiles).
- Recueillir des informations auprès des acteurs locaux et des membres de la communauté concernés afin d'améliorer la connaissance de la situation et d'étayer les communications stratégiques et de crise.
- Identifier les communicateurs par procuration (personnes pouvant communiquer au nom de la mission) ou les influenceurs capables de transmettre des informations essentielles à la communauté de manière rapide et efficace en cas de crise.
- Plaider en permanence auprès du gouvernement et d'autres acteurs armés non gouvernementaux et garder le contact avec eux. Mettre en place des systèmes d'alerte précoce.
- Désarmer les communautés murle, nuer et dinka concernées.
- Réformer le secteur de la sécurité pour la police et l'armée au niveau national.

Étape 2 : Anticipation

- Accroître le déploiement de l'armée/de la police et des patrouilles dans les zones instables.
- Renforcer le suivi des droits humains, l'établissement de rapports et la défense de ces droits.

- Intensifier les efforts de médiation aux niveaux local et national.
- Soutenir l'élaboration d'une stratégie de communication à l'échelle de la mission, comprenant des messages clés selon les publics cibles, afin de mieux faire comprendre le rôle, les responsabilités et les capacités de l'ONU, de gérer les attentes et de démontrer l'impact de notre travail.
- Lancer une campagne de communication (en utilisant les canaux traditionnels et numériques, le cas échéant) pour sensibiliser la population, promouvoir le renforcement de la communauté et renforcer le soutien au maintien de la paix de l'ONU.

Étape 3 : Réponse

- Déployer du personnel policier/militaire pour créer une zone tampon entre les populations vulnérables et les agresseurs potentiels.
- Employer la force en cas de menace imminente de violence physique à l'encontre d'une population vulnérable.
- Intensifier les efforts de médiation en y associant des acteurs régionaux et internationaux, qui peuvent exercer une pression politique et économique sur les agresseurs potentiels.
- Poursuivre la mise en œuvre de la stratégie de communication stratégique, notamment en recourant à différentes voix issues de la communauté afin de promouvoir le calme et la stabilité.
- Ajuster les messages clés et les efforts de diffusion en fonction du suivi et de l'analyse de l'environnement d'information, y compris les récits susceptibles d'avoir une incidence sur la mise en œuvre du mandat et sur la sûreté et la sécurité des agents de maintien de la paix.

Étape 4 : Consolidation

- Maintenir le contact avec les parties au conflit.
- Mener un dialogue avec les civils touchés par le conflit et entre les communautés.
- Enquêter sur les violations des droits humains.
- Collaborer avec la Commission des droits de l'homme du Soudan du Sud afin de mener une enquête approfondie visant à identifier les auteurs et les responsables politiques qui incitent à la violence, et à les traduire en justice.
- Lancer des mesures visant à rétablir les liens de confiance brisés entre les populations touchées et les institutions gouvernementales.
- Désarmer les communautés murle, nuer et dinka concernées.
- Réformer le secteur de la sécurité pour la police et l'armée au niveau national.

- Poursuivre la communication proactive, notamment sur le rôle et les responsabilités des agents de maintien de la paix, afin de gérer les attentes et de faire face aux risques d'atteinte à la réputation.

Considérations relatives à la prise en compte de la dimension de genre et à la protection de l'enfance dans la planification de la réponse

- Nombre d'hommes/femmes par groupe d'âge
- Menaces contre les femmes/filles, les hommes/garçons
- Consultation des communautés pour mieux comprendre la zone (besoins de protection/sécurité, en particulier pour les femmes et les enfants)
- Tenue d'un registre des enfants non accompagnés ou séparés de leur famille
- Tenue d'un registre des groupes vulnérables, notamment les enfants, les femmes, les minorités ethniques ou religieuses, les réfugiés, les personnes déplacées internes, les personnes en situation de handicap, les personnes blessées et âgées, les journalistes, les militants et les défenseurs des droits humains.

Engagement auprès de la communauté locale – Exemples novateurs de maintien de la paix de l'ONU

Les équipes conjointes de protection (ECP) sont de petites équipes mixtes composées d'unités militaires, policières et civiles de la mission (par exemple, Affaires civiles, Droits de l'homme, Désarmement, démobilisation et réintégration (DDR), Protection de l'enfance). Il s'agit là d'améliorer la prévention des dommages causés aux civils en danger et de mieux réagir lorsque des dommages surviennent. Il s'agit notamment d'améliorer les mécanismes d'alerte précoce et d'analyser les menaces existantes et potentielles pour les civils, de soutenir l'élaboration de plans de protection locaux dans les zones où le personnel militaire de l'ONU est déployé et d'établir ou de renforcer les structures de coordination locales existantes en collaboration avec les autorités locales, les communautés ou les partenaires humanitaires. Les ECP se rendent dans les zones identifiées comme étant à risque, effectuent des évaluations et rédigent des rapports contenant des recommandations.

Les assistants de liaison communautaire (ALC) sont déployés pour soutenir les activités d'engagement auprès des communautés et de protection aux côtés de la composante militaire de la mission, au niveau de la compagnie ou de la section. Il s'agit de membres du personnel national de l'ONU (en d'autres termes, de ressortissants du pays où la mission est déployée). Ils sont chargés de mener des activités de sensibilisation pour faciliter l'engagement auprès des autorités locales, des communautés, de la société civile et des partenaires humanitaires. Les ALC répondent également à l'objectif à plus long terme de renforcement des capacités

en matière de PdC et de résolution pacifique des conflits en aidant les communautés à mettre en place des mécanismes de protection locaux et en encourageant le dialogue intercommunautaire.


Les réseaux d'alerte communautaires (RAC) sont mis en place par la mission autour de ses bases militaires. En distribuant des téléphones portables ou le numéro de téléphone des ALC à des points de contact dans les villages entourant la base de l'ONU, les RAC s'occupent de zones hautement prioritaires où il existe une couverture de réseau mobile. Sélectionnés en consultation avec la communauté locale, les référents sont généralement issus des cercles dirigeants au niveau local et de la société civile. Les RAC alertent la mission de maintien de la paix si des menaces pèsent la population civile locale. Certaines bases militaires de l'ONU qui ne sont pas couvertes par les réseaux téléphoniques ont distribué des radios à haute fréquence pour la communication. Les alertes sont évaluées et confirmées par les ALC qui les transmettent aux bureaux locaux et aux commandants militaires de l'ONU.

Enseignements tirés de l'étude de cas

La protection des civils : une responsabilité partagée


Diapositive 8



2.10 Étude de cas sur la protection des civils 

PdC : Une responsabilité partagée

- La mise en œuvre du mandat est une responsabilité partagée
- Tout le monde a un rôle à jouer : militaires, policiers et civils
- Tous travaillent ensemble – directement dans des rôles de direction et indirectement dans des rôles de soutien
- Quel que soit le rôle, l'engagement de tous est essentiel à la réussite



MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 8



Message clé n°1 : La mise en œuvre du mandat est une responsabilité à l'échelle de la mission. Tout le monde, y compris les civils, les militaires et les policiers, a un rôle à jouer à cet égard dans le cadre d'une opération de maintien de la paix.

Les membres du personnel de maintien de la paix travaillent conjointement pour mettre en œuvre des mandats transversaux :

- Droits humains
- PdC
- Protection de l'enfance
- Violence sexuelle liée aux conflits (VSLC).

Les membres du personnel de maintien de la paix collaborent également à l'accomplissement d'autres tâches qui leur sont confiées.


Les agents de maintien de la paix travaillent directement dans des rôles de direction et indirectement dans des rôles d'appui afin de mettre en œuvre toutes les tâches qui leur sont confiées.

Quel que soit leur rôle, tous les membres du personnel de la mission doivent s'engager à travailler sur des tâches transversales et à collaborer avec d'autres unités pour assurer le succès de la mission. Il s'agit de tous les militaires, policiers et civils qui occupent des postes opérationnels et d'appui.

Que peut faire chaque agent de maintien de la paix ?

Diapositive 9



2.10 Étude de cas sur la protection des civils 

Que peut faire chaque agent de maintien de la paix ?

Ces actions spécifiques comprennent :

- La sensibilisation à la situation
- La collecte et le partage d'informations
- La coordination et l'aiguillage
- L'engagement auprès de la communauté locale à l'aide de la communication stratégique
- Agir : prévenir, répondre, intervenir !

MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 9



Message clé n°2 : Chaque agent de maintien de la paix prend des mesures spécifiques dans son travail quotidien pour soutenir la mise en œuvre des tâches du mandat.


Ces actions spécifiques comprennent :

- L'acquisition d'une meilleure connaissance de la situation
- La collecte et le partage d'informations
- La coordination et l'aiguillage
- L'engagement auprès de la communauté locale
- L'alerte aux acteurs de la réponse, la prévention et la réponse aux incidents
- La communication stratégique.

Sensibilisation à la situation


Diapositive 10



2.10 Étude de cas sur la protection des civils 

Sensibilisation à la situation

- Importante pour optimiser l'efficacité des réponses aux missions
- Comprendre l'environnement dans lequel vous évoluez
- Avoir conscience de l'environnement et de la situation sur le terrain à mesure qu'elle évolue
- Partager son point de vue sur une situation, en particulier si celle-ci évolue
- Contribuer à l'élaboration de rapports de mission intégrés



MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 10



Message clé n°3 : Tous les membres du personnel de maintien de la paix doivent avoir conscience de leur environnement et de l'évolution de la situation sur le terrain.

À mesure que la situation évolue, le personnel de maintien de la paix partage ses observations. Cela permet d'orienter les réponses de la mission et d'accroître la sécurité des personnes et des équipements.

Quel que soit votre rôle, il vous incombe de comprendre l'environnement et de contribuer à l'élaboration de rapports de mission intégrés.

Le personnel de maintien de la paix est chargé de surveiller la situation. L'ONU encourage tous les agents à faire preuve de vigilance et à signaler tout changement de situation, en suivant les voies de communication et d'élaboration de rapports.

La capacité à comprendre rapidement les situations sur le terrain à partir de ce que l'on observe s'acquiert avec le temps et en se familiarisant avec les coutumes et la culture locales. Il incombe aux agents de maintien de la paix sur le terrain de se familiariser avec les sensibilités culturelles locales et de les respecter. Des contacts réguliers avec la population locale et une meilleure connaissance du contexte de la mission permettront à chacun de mieux comprendre et interpréter ce qu'il voit.

Collecte et partage d'informations


Diapositive 11



2.10 Étude de cas sur la protection des civils

Collecte et partage d'informations

- Peut être une question de vie ou de mort dans le contexte du maintien de la paix
- Recueillir et alimenter les informations pour l'établissement de rapports, l'analyse et la réponse
- Distinguer les informations pertinentes pour le COC et la CACM à partir d'une gamme de sources variées
- Développer des réseaux et partager des informations par leur intermédiaire
- Enregistrer les informations essentielles
- Faire preuve de sensibilité dans le traitement des informations



MFBPD de l'ONU 2025

Diapositive 11



Message clé n°4 : Dans le domaine du maintien de la paix, l'information peut être une question de vie ou de mort. Cela est d'autant plus vrai en présence de situations instables et dangereuses.

La collecte d'informations est une tâche collective. **Tous les membres du personnel ont un rôle à jouer dans la collecte d'informations et leur transmission aux canaux de la mission à des fins d'élaboration de rapports, d'analyse et de réponse.** Il incombe aux officiers supérieurs et aux responsables de veiller à ce que les rapports soient remplis.

Le personnel doit être en mesure de distinguer les informations pertinentes pour les centres d'opérations conjointes (COC) et les cellules d'analyse conjointes des missions (CACM). Les informations proviendront de sources liées ou non à la mission. Par exemple, les rumeurs sur l'évolution de la situation politique entendues par le personnel auprès de la population locale dans un bar peuvent être intéressantes, mais ces informations doivent faire l'objet de vérifications afin d'être considérées comme suffisamment crédibles. Les

informations doivent provenir d'une source fiable si elles sont utilisées pour prendre des décisions concernant des actions à mettre en œuvre.

Le personnel doit être en mesure de mettre en place, de maintenir et d'utiliser les réseaux qui relient les différentes composantes afin de recueillir des informations. Nous encourageons le personnel de maintien de la paix **à établir des réseaux entre les composantes et à partager des informations par leur intermédiaire.**

Le personnel doit également se tenir au fait des exigences spécifiques en matière de rapports. Les compétences en communication interpersonnelle sont essentielles. L'ONU attend du personnel de maintien de la paix qu'il s'exprime avec précision.

Lorsqu'un incident se produit, tout le personnel de maintien de la paix doit consigner les informations essentielles suivantes :

- Heure
- Lieu
- Auteur présumé
- Victime (y compris son âge et son genre)
- Circonstances de la menace ou de la violation observée
- Source de l'information.

Le personnel doit communiquer ces informations de base à la composante principale ou au référent compétent au sein la zone de la mission. Les responsables des tâches thématiques transversales partageront les protocoles d'élaboration de rapports lors des réunions d'information au sein de la mission. Les protocoles préciseront qui contacter et comment.


La collecte et le partage d'informations comportent des risques. Les informations sont sensibles. Tout le personnel est tenu de protéger les registres et les informations et de préserver leur confidentialité afin de garantir une approche basée sur le principe « ne pas nuire ».

Le personnel doit se montrer vigilant et sensible aux conséquences imprévues de processus défectueux de collecte ou de partage d'informations.

Coordination et aiguillage


Diapositive 12



2.10 Étude de cas sur la protection des civils 

Coordination et aiguillage

- Essentiel pour garantir l'efficacité des actions
- Coordonner avec la composante principale ou le référent concerné
- La composante principale ou le référent concerné prend la direction des processus d'aiguillage



MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 12



Message clé n°5 : Une bonne coordination et une bonne communication sont essentielles pour garantir l'efficacité des actions.

Toutes les composantes des opérations de maintien de la paix se partagent la responsabilité de la mise en œuvre du mandat de la mission. La coordination est importante.

Elle peut s'avérer difficile, à la fois entre les composantes et avec l'équipe de pays de l'ONU et les acteurs extérieurs. Une composante ou une entité peut avoir tendance à vouloir tout diriger. D'autres peuvent ne pas souhaiter ou ne pas être en mesure de travailler en équipe.

Le personnel de maintien de la paix doit coordonner son action avec les composantes ou les référents concernés pour les tâches thématiques transversales et les questions de fond. Les chefs de file sont les experts de la mission pour toutes les questions et préoccupations connexes. Ils assurent la liaison avec l'équipe de pays de l'ONU (EPNU) et les autres partenaires de la mission (nationaux et externes).

En cas d'incident, le personnel de maintien de la paix doit aiguiller les victimes de violations vers les services compétents pour les aider à obtenir une aide médicale, juridique ou psychosociale.

Dans de nombreuses zones de mission, les systèmes d'aiguillage humanitaire permettent d'apporter une réponse rapide et adéquate. Afin d'améliorer la coordination, l'unité ou le référent compétent au sein de la mission prend en charge

les aiguillages en se basant des informations fournies par le personnel de maintien de la paix.

Engagement auprès de la communauté locale en utilisant la communication stratégique

Diapositive 13



2.10 Étude de cas sur la protection des civils 

S'engager auprès de la communauté locale à l'aide de la communication stratégique

- Mener des consultations avec respect et sensibilité
- Faire participer les groupes vulnérables et marginalisés
- Faire participer la communauté locale aux activités de la mission et encourager l'appropriation par les populations locales
- Communiquer clairement le rôle, le mandat et les actions de la mission



MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 13



Message clé n°6 : Le personnel de maintien de la paix doit s'engager auprès de la communauté locale. Cet engagement renforce la confiance et améliore la compréhension du mandat et la contribution des populations à son exécution.

Le personnel de maintien de la paix doit consulter la communauté locale. Cela lui permet de recueillir et de comprendre les informations sur les menaces et les besoins en matière de protection afin de mieux planifier les interventions. Les consultations doivent être menées avec respect et sensibilité en veillant à ne pas nuire afin de ne pas exposer les personnes vulnérables à des risques accrus. Il est important de mener des consultations avec les groupes vulnérables et marginalisés, par exemple les enfants, les femmes, les minorités ethniques ou religieuses, les réfugiés et les personnes déplacées internes, mais il est tout aussi important d'éviter de les exposer à des représailles ou à des menaces en raison des activités d'engagement.

Les agents des affaires civiles, appuyés par des ALC qui parlent la langue locale, travaillent avec les communautés locales pour recueillir des informations précieuses pour l'alerte précoce et transmettre des messages sur la cohésion sociale (la société travaillant ensemble en tant que groupe) et le règlement pacifique des conflits.

Le personnel de maintien de la paix doit également veiller à ce que la communauté locale soit consultée et associée aux activités de la mission qui mettent en œuvre le mandat. Cela comprend le soutien aux communautés locales, y compris les femmes et les jeunes, afin qu'elles élaborent leurs propres stratégies de protection au sein de leur zone de vie. Ces stratégies doivent être partagées au sein de la mission afin d'être intégrées dans les plans d'intervention visant à protéger les civils.

Le personnel de maintien de la paix doit communiquer pour expliquer son rôle. Une communication appropriée permet de gérer les attentes, de garder le cap dans les situations de crise et de garantir l'intégrité des informations. Elle est également importante lorsque les menaces qui pèsent sur les civils se concrétisent. Les briefings et le partage d'informations via les réseaux sociaux doivent être rapides, réguliers et effectués via les canaux autorisés.

La communication stratégique joue un rôle clé à cet égard. Elle permet à la fois d'expliquer de manière claire et concise le mandat et les actions de la mission de maintien de la paix de l'ONU et de combattre la désinformation et la mésinformation. Différents outils peuvent être utilisés, notamment la presse écrite, la radio et les réseaux sociaux.

Les communications stratégiques aident le personnel de maintien de la paix :

- À déterminer quel discours tenir lors des contacts avec la population locale
- À générer un soutien des populations locales pour une mission et à le conserver
- À gérer les attentes
- À contrer rapidement la désinformation et la mésinformation
- À alerter les contacts de la mission en cas de désinformation et de mésinformation.

La composante **communication stratégique et information du public (CSIP)** de la mission est une source d'informations fiables et opportunes pour différents publics, tant au niveau national qu'international. La composante CSIP travaille en étroite collaboration avec la direction de la mission et ses principales composantes, notamment le personnel civil, la police et le personnel en uniforme. Les composantes militaire et policière peuvent avoir leurs propres représentants CSIP qui travaillent en étroite collaboration avec la composante CSIP de la mission.

Pour une communication efficace, le personnel de maintien de la paix doit :

- Prendre la parole uniquement lorsqu'il y est autorisé, et uniquement dans son domaine de responsabilité et de compétence
- Communiquer sur des faits et non des opinions
- Ne pas discuter de questions sensibles, sauf indication contraire de la direction de la mission
- Les questions des médias doivent toujours être adressées à la composante CSIP.

Agir : Alerter, prévenir, réagir ou intervenir !

Diapositive 14



2.10 Étude de cas sur la protection des civils 

Agissez ! Prévenez, répondez et intervenez !

- Soyez attentif aux menaces potentielles et réelles
- Soyez proactif pour éviter que les menaces ne se concrétisent
- Suivez la situation lorsque des menaces sont identifiées
- Réagissez et intervenez dans les situations où les menaces se concrétisent



MFBDP de l'ONU 2025 Diapositive 14



Message clé n°7 : Tous les membres du personnel de maintien de la paix doivent agir en cas de besoin. Ils doivent alerter, prévenir et répondre aux menaces qui pèsent sur les civils.

Le personnel de maintien de la paix doit :

- Rester attentif aux menaces potentielles et réelles dès le départ
- Se montrer proactif pour être alerté des menaces et les empêcher de se produire
- Suivre la situation lorsque des menaces sont identifiées
- Réagir et intervenir dans les situations où les menaces se concrétisent.

Les considérations relatives à l'égalité des genres et à la protection de l'enfance dans la planification des réponses comprennent notamment :

- Le nombre d'hommes et de femmes par tranche d'âge
- Les menaces qui pèsent sur les femmes et les filles, ainsi que sur les hommes et les garçons
- Les besoins en matière de protection et de sécurité, en particulier pour les femmes et les enfants
- Les groupes vulnérables, notamment les enfants (en particulier les enfants non accompagnés ou séparés), les femmes, les minorités ethniques ou religieuses, les réfugiés, les personnes déplacées internes, les personnes en situation de handicap, les personnes blessées et âgées.

Clôture de la leçon

Diapositive 15



Conseils aux formateurs : Si vous en avez le temps, résumez la leçon en rappelant le but et les objectifs de l'apprentissage. Précisez que les messages clés soutiennent les objectifs de l'apprentissage. Demandez aux participants s'ils ont des questions. N'oubliez pas de distribuer le document « Résumé des messages clés » à tous les participants.

Document – Résumé des messages clés

Message clé n°1 : La mise en œuvre du mandat est une responsabilité à l'échelle de la mission. Tout le monde, y compris les civils, les militaires et les policiers, a un rôle à jouer à cet égard dans le cadre d'une opération de maintien de la paix.

Message clé n°2 : Chaque agent de maintien de la paix prend des mesures spécifiques dans son travail quotidien pour soutenir la mise en œuvre des tâches du mandat.

Message clé n°3 : Tous les membres du personnel de maintien de la paix doivent avoir conscience de leur environnement et de l'évolution de la situation sur le terrain.

Message clé n°4 : Dans le domaine du maintien de la paix, l'information peut être une question de vie ou de mort. Cela est d'autant plus vrai en présence de situations instables et dangereuses.

Message clé n°5 : Une bonne coordination et une bonne communication sont essentielles pour garantir l'efficacité des actions de la mission.

Message clé n°6 : Le personnel de maintien de la paix doit s'engager auprès de la communauté locale. Cet engagement renforce la confiance et améliore la compréhension du mandat et la contribution des populations à son exécution.

Message clé n°7 : Tout le personnel de maintien de la paix doit agir : il doit alerter, prévenir et répondre aux menaces qui pèsent sur les civils.

Document 1 – Consignes pour l'étude de cas

(Diapositives 6 et 7 du projet)

Réfléchissez à l'étude de cas. Vous êtes déployé dans le cadre de la Mission de l'ONU au Soudan du Sud (MINUSS). En tant que membre de la MINUSS, vous partagez avec tous les autres membres du personnel de maintien de la paix la responsabilité de protéger les civils. Pour atteindre l'objectif de protection des civils, vous devez tous travailler en équipe afin d'éliminer les menaces ou d'atténuer les risques.

Élaborer un plan d'action

ÉTAPE 1 : Menaces sur les civils

- Identifiez les menaces qui pèsent sur les civils.
- Identifiez les menaces spécifiques aux femmes, aux hommes, aux filles et aux garçons.

ÉTAPE 2 : Évaluation de la vulnérabilité

- Identifiez les vulnérabilités de la population civile.
- Quels sont les civils les plus vulnérables ?
- Remplissez la fiche.

ÉTAPE 3 : Évaluation de la menace.

- Évaluez les menaces plus en détail.
- Identifiez les auteurs potentiels et leurs motivations.
- Remplissez la fiche.

ÉTAPE 4 : Plan d'action

- Identifiez les actions de la mission à chaque phase.
- Décrivez les rôles des militaires, des policiers et des civils (y compris pour les composantes opérationnelles et d'appui).
- Remplissez la fiche.
- Quelles actions spécifiques la mission devrait-elle entreprendre pour protéger les femmes, les enfants et les autres groupes vulnérables ?
- Comment la mission doit-elle s'engager auprès de la communauté locale ?
- Quelles informations la mission doit-elle recueillir en continu ?

- Identifiez les domaines de coordination au sein de la mission et avec les partenaires de la mission.

Document 2 – L'étude de cas

Soudan du Sud – Contexte

Au Soudan, des décennies de guerre civile entre le nord et le sud ont finalement pris fin en 2005 lorsque l'accord de paix global (APG), signé le 9 janvier 2005 entre le gouvernement du Soudan et le Mouvement populaire de libération du Soudan (MPLS), a donné un coup d'arrêt à la plus longue guerre civile d'Afrique. L'APG appelait à la tenue d'un référendum pour déterminer le statut du Soudan du Sud.

Le référendum a eu lieu en janvier 2011. Une majorité écrasante de 98,83 % de votants s'est prononcée pour l'indépendance. Le 9 juillet 2011, la République du Soudan du Sud est devenue le plus jeune pays du monde. Le même mois, la Mission de l'ONU au Soudan du Sud (MINUSS) a été créée pour consolider la paix et la sécurité et soutenir le développement du Soudan du Sud. Le mandat de la Mission de l'ONU au Soudan (MINUS), qui avait été créée en mars 2005 pour appuyer la mise en œuvre de l'Accord de paix global, a pris fin à la même date.

Cependant, l'indépendance n'a pas mis fin aux problèmes du Soudan du Sud. En décembre 2013, des divisions politiques au sein du MPLS, principalement entre le président Salva Kiir et le premier vice-président Riek Machar Teny, ont déclenché un conflit armé dans tout le pays. Les violences généralisées et les atrocités commises contre les civils ont touché plus de la moitié de la population et fait des millions de déplacés. Des sites de protection des civils ont été mis en place pour répondre à leurs besoins. Plus de 200 000 civils ont trouvé refuge dans les camps de la MINUSS à travers le pays. En 2015, les parties ont signé plusieurs accords de cessez-le-feu, qui ont abouti à un Accord pour le règlement du conflit au Soudan du Sud (ARCSS) conclu sous l'égide de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD). Toutefois, le répit a été de courte durée, car les combats ont repris à Juba en juin 2016 et se sont étendus au reste du pays, faisant de nouvelles victimes parmi les civils et provoquant de nouveaux déplacements.

En septembre 2018, les principales parties belligérantes ont signé l'Accord revitalisé pour le règlement du conflit au Soudan du Sud (ARRCSS), qui a entraîné une réduction significative des affrontements et des incidents violents entre les signataires. Toutefois, des conflits de faible intensité ont repris entre les forces gouvernementales et d'autres groupes qui n'avaient pas signé l'accord de paix, dénommés les « non-signataires ». Ces groupes, par exemple le Front national du salut (FNS), ont infligé des souffrances à la population civile dans la région du Grand Équatoria. En outre, les violences au niveau infranational se sont poursuivies, principalement dans les États de Jonglei et de Warrap, et sont devenues la principale source de menaces pour les civils. Si les violences opposaient principalement des communautés, elles étaient souvent étroitement liées à la dynamique politique nationale dans un contexte de mise en œuvre lente et fragile de l'accord de paix revitalisé. Les chefs traditionnels et religieux ainsi que les élites politiques et administratives ont apporté leur soutien aux acteurs impliqués dans les violences locales. En outre, certains membres et officiers des forces de sécurité nationales et de l'opposition armée ont soutenu ou participé activement aux combats, à titre individuel et en fonction de leur appartenance communautaire ou de leurs alliances politiques.

Conflit communautaire dans l'État de Jonglei et la zone administrative du Grand Pibor

L'État de Jonglei et la zone administrative du Grand Pibor ont une longue histoire de tensions ethniques, de vols de bétail, d'enlèvements et parfois de concurrence violente pour des ressources rares. Les conflits liés aux vaches et autres affrontements entre groupes rivaux sont fréquents au Soudan du Sud, mais ils ont de graves conséquences sur la population civile et font peser des risques accrus sur la sécurité des populations déplacées. L'impunité, la prolifération des armes légères et la militarisation des camps de bétail exacerbent la violence parmi les jeunes recrues des groupes armés appartenant aux communautés lou nuer, dinka bor et murle. En outre, les inondations dues au changement climatique ont intensifié la concurrence pour les ressources rares (eau et pâturages) entre ces communautés qui dépendent largement de l'agriculture de subsistance et de l'élevage.

Historiquement, les affrontements ethniques et le vol de bétail résultaient également des demandes exigeantes en matière de dôts. Par le passé, les affrontements entre communautés, les raids pour le vol de bétail et les attaques de représailles étaient menés avec des lances. Ces dernières années, un meilleur accès aux armes a entraîné une augmentation de l'intensité et du nombre de victimes civiles lors des affrontements. Dans ces conflits, les femmes et les enfants sont pris pour cibles et sont victimes de meurtres et d'enlèvements.

En 2012, une crise majeure a éclaté après que des éléments armés de la communauté murle ont attaqué des zones voisines de l'État de Jonglei et ont volé du bétail à la communauté lou nuer. Ces attaques ont fait des morts et des blessés et ont donné lieu à l'enlèvement de femmes et de filles. Cela a incité des éléments armés de la communauté lou nuer à se venger. Les assaillants ont incendié et pillé des maisons, tué et blessé des civils murles, enlevé des femmes et des enfants, saisi des centaines de milliers de vaches et contraint des dizaines de milliers de personnes à fuir leur maison pour se cacher dans la brousse. Les attaques de représailles et les contre-attaques menées par les Murle, les Lou Nuer et les Bor Dinka se sont poursuivies tout au long de l'année 2012, entraînant des déplacements massifs de civils.

En 2020, un cycle de violence similaire a éclaté dans l'État de Jonglei et dans la zone administrative du Grand Pibor. Soutenues par un réseau d'acteurs religieux, administratifs et politiques et d'individus appartenant aux forces de sécurité nationales, des attaques violentes et des contre-attaques impliquant des éléments armés des communautés dinka, nuer et murle ont éclaté entre janvier et août 2020. Ces affrontements ont fait au moins 1 058 morts et blessés parmi ces communautés. Au moins 686 femmes et enfants, principalement issus de la communauté murle, ont été enlevés et 39 femmes murles ont été violées par un agresseur seul ou ont subi un viol collectif.

Si les violences localisées, en particulier le vol de bétail, ont toujours été courantes dans ces communautés agricoles, les violences de ces dernières années impliquent des jeunes recrues des groupes armés, organisées et capables de mener des attaques planifiées et coordonnées de type militaire. Elles commettent des attaques isolées ou des attentats soutenus par des membres du gouvernement ou des forces

d'opposition. Ces violences infranationales sont donc liées à la dynamique politique et militaire nationale.

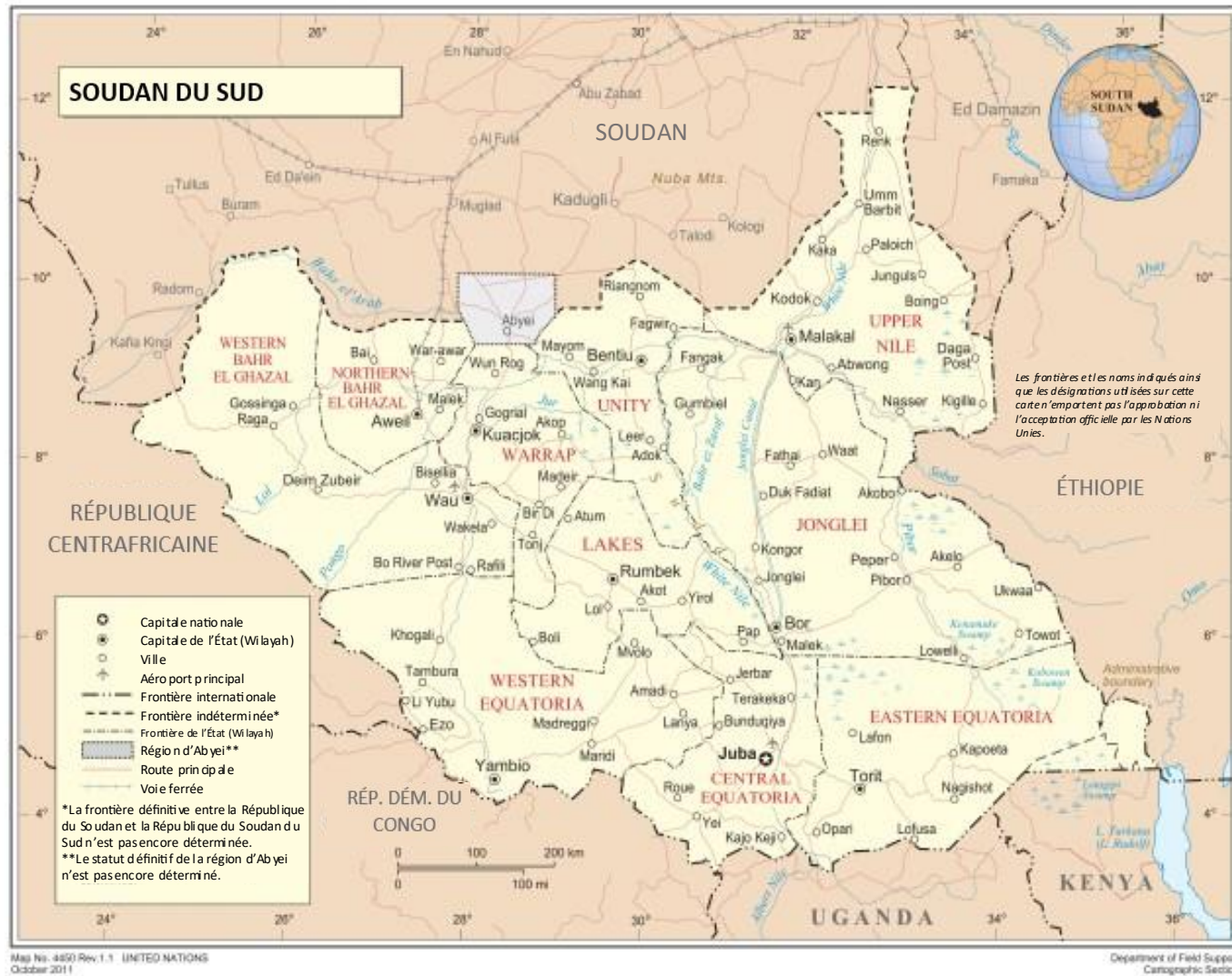
Les forces de sécurité gouvernementales restent mal formées et mal équipées pour dissuader les auteurs ou atténuer les affrontements. C'est le cas depuis plusieurs années. Par conséquent, les conflits entre communautés se poursuivent sans relâche. Ces conflits sont responsables de plus de 80 % des pertes civiles au Soudan du Sud au cours des dernières années.

La MINUSS dispose d'un bureau de terrain à Bor, la capitale de l'État de Jonglei, et d'une équipe de site à Pibor, le siège de la zone administrative du Grand Pibor. À la suite de la flambée des violences en 2013, la MINUSS avait établi un site de PdC à Bor après un épisode où des civils avaient fui vers la base de la mission pour y trouver refuge et sauver leur vie. Jusqu'à sa transformation en camp de déplacés internes classique en 2020, le site de Bor a accueilli des milliers de civils qui avaient fui leurs foyers.

Sources

- Human Rights Watch, « Soudan du Sud : La justice est essentielle pour endiguer la violence », Le gouvernement devrait poursuivre les responsables des violences inter-ethniques en s'appuyant sur une commission d'enquête internationale, février 2012 ; Human Rights Watch, « South Sudan : Army Making Ethnic Conflict Worse », Abusive Tactics, Lack of Protection, Send Civilians Fleeing [« Soudan du Sud : L'armée aggrave le conflit ethnique », Tactiques abusives, absence de protection, fuite des civils], juillet 2013 ; Genocide Watch, « South Sudan » [Soudan du Sud], site Web consulté en mars 2017)
- <https://www.hrw.org/fr/news/2012/02/10/soudan-du-sud-la-justice-est-essentielle-pour-endiguer-la-violence>
- <https://www.hrw.org/news/2013/07/19/south-sudan-army-making-ethnic-conflict-worse> [en anglais]
- <https://www.genocidewatch.com/fr/country-pages/south-sudan>
- Rapport conjoint de la MINUSS et du HCDH – ARMED VIOLENCE INVOLVING COMMUNITY-BASED MILITIAS IN GREATER JONGLEI, January–August 2020 [VIOLENCES ARMÉES IMPLIQUANT DES MILICES COMMUNAUTAIRES DANS LE GRAND JONGLEI de janvier à août 2020], mars 2021
- <https://www.ohchr.org/sites/default/files/Documents/Countries/SS/Jonglei-report.pdf> [en anglais]
- UNMISS Annual brief on violence affecting civilians [Briefing annuel de la MINUSS sur les violences affectant les civils] (de janvier à décembre 2020)

Document 3 – Plan



Document 4 – Fiches pour le travail en groupe/les participants

Vulnérabilité	
Facteur de vulnérabilité	Communauté (Community)
Facteurs individuels et communautaires (Âge, genre, sexe, appartenance ethnique, religion, affiliation politique, statut social)	
Facteurs environnementaux (Situation géographique, niveau d'urbanisation, proximité et capacités de l'autorité publique dans la région, niveau d'infrastructure et de communication)	
Accès aux services (Possibilité d'accéder aux services de base et de recevoir de l'aide)	
Autosuffisance (Existence de stratégies de protection locales, y compris des capacités d'alerte précoce, des comités de protection locaux, des capacités d'autodéfense ou d'autres stratégies)	

Évaluation de la menace			
Menace	Auteur	Motif/intention (opportunité/objectif stratégique)	Capacité (nombre, armes, expérience)

Plan d'action				
Phase	Principales activités	Rôles militaires	Rôles policiers	Rôles civils
Prévention				
Anticipation				
Réponse				
Consolidation				
Autre				